

Le rôle de la décentralisation et du développement local comme mécanismes de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Jean-Pierre Elong Mbassi, CGLU Afrique

La décentralisation s'est généralisée en Afrique et s'est traduite par la mise en place de collectivités territoriales qui ont comme mission générale de contribuer au développement économique, social et culturel de leurs localités de compétence. Le développement local qui prend corps dans ces entités se nourrit principalement des interactions entre les espaces urbains et ruraux, servant ainsi de moteur au développement rural et renforçant ainsi les capacités locales de résilience alimentaire et nutritionnelle. En effet, l'urbanisation est l'un des principaux moteurs du développement agricole car au fur et à mesure que les villes augmentent en taille et en nombre, s'élève aussi le nombre de bouches à nourrir. Cette dépendance alimentaire des populations urbaines vis-à-vis de la population agricole figure parmi les leviers majeurs qui tirent la production agricole vers le haut et permettent la modernisation des agrosystèmes locaux. Les études de cas sur les économies locales (ECOLOG) montrent que les revenus urbains sont consacrés pour près de la moitié (40 à 60%) à l'achat de biens alimentaires. Une ville de 150 000 habitants adresse une demande alimentaire de 18 milliards de francs CFA à son hinterland proche ou lointain. Répondre à une demande implique d'aborder la question des systèmes alimentaires suivant une approche holistique dans laquelle l'augmentation des rendements et de la productivité dans l'hinterland rural sont clé. L'augmentation de la productivité rurale sera le résultat d'une mutation profonde des agrosystèmes locaux. Aujourd'hui, les cultures d'exportation vers le marché mondial ne représentent en général pas plus de 10 % de la production primaire totale.

De manière générale la quantité de denrées commercialisable par agriculteur et donc son revenu monétaire sont principalement déterminés par le nombre de consommateurs par producteur, soit en première approximation, par le rapport entre le nombre d'urbains et le nombre de ruraux.

Sur la longue durée, la croissance des revenus monétaires des agriculteurs et leur capacité à investir et à augmenter et intensifier leur production (équipement, intrants..) dépendent donc plus de l'évolution du marché intérieur et surtout local que de toute autre mesure, telle que l'évolution des prix relatifs ou la diversification des activités en milieu rural.

C'est un lien d'ordre structurel qui s'impose de plus en plus. Sur la longue durée, la seule façon de garantir une croissance forte et continue des revenus moyens par habitant rural consiste en effet à favoriser (ou tout au moins à ne pas freiner) la division du travail entre les agriculteurs et les consommateurs non producteurs de denrées alimentaires, qui sont principalement des urbains. Le milieu rural a donc besoin de villes dynamiques, capables de structurer leur hinterland et d'attirer la population et les activités.

Les études de cas ECOLOC ont aussi montré que l'intensité des échanges économiques au sein d'une économie locale dépend directement de la dynamique de peuplement et de la capacité des agents économiques à interagir en achetant, vendant et transformant des biens et des services locaux ; en envoyant et recevant des transferts, etc. L'activité au sein de cette composante de l'économie locale n'est pas limitée par les contraintes de l'offre. Elle se heurte beaucoup plus à la mauvaise fluidité des échanges et au manque d'information. Elle souffre de l'insuffisance et de la mauvaise gestion des infrastructures ; donc la faible capacité à dépenser des autorités locales.

L'un des moyens de redynamiser l'économie locale consiste donc à augmenter la capacité d'interaction entre les citoyens et les populations de l'hinterland rural. Il faut permettre à tous les habitants d'avoir un pied en ville et un autre dans l'hinterland pour saisir ainsi toutes les opportunités. Pour cela, il faut réduire les coûts de transaction et les obstacles à la circulation des personnes, des biens, des services et de l'information par la construction d'infrastructures de transport.

D'autre part, de l'organisation de l'infrastructure commerciale en général ainsi que de son efficacité dépend sur la vitalité des échanges locaux et avec l'extérieur. L'infrastructure commerciale (marchés urbains et ruraux) ainsi que des pistes rurales qui les relient constituent de ce fait un ensemble d'investissements qui a un impact important sur le volume de l'activité économique.

Jean-Pierre Elong Mbassi est le Secrétaire général de CGLU Afrique.